5. La migration en Libye après 2016 : Migrants récemment arrivés et migrants présents en Libye depuis au moins un an

Tassilo Teppert[1] et Lorenza Rossi[2]

OBJECTIFS DU PACTE MONDIAL POUR LES MIGRATIONS

1

DONNÉES

Résumé : Ce chapitre examine les différences et les similarités entre les migrants qui sont récemment arrivés en Libye et ceux qui s'y trouvent depuis au moins un an sur le plan de la migration de main-d'œuvre, de l'emploi, des projets, des rapatriements de fonds, de l'accès aux services, des besoins humanitaires et des vulnérabilités, en se basant sur les données de surveillance des flux et de suivi de la mobilité de la Matrice de suivi des déplacements (MSD) en Libye de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Bien que la migration vers la Libye soit essentiellement sous-tendue, dans les deux groupes, par des motivations économiques, les données disponibles rassemblées à la faveur des modules thématiques sur les besoins humanitaires de l'enquête de surveillance des flux de la MSD Libye indiquent que les migrants récemment arrivés présentent des niveaux de vulnérabilité plus élevés au regard de plusieurs indicateurs, tandis que ceux qui se trouvent dans le pays depuis plus d'un an affichent des taux d'emploi et des rapatriements de fonds supérieurs. Dans le même temps, les deux groupes pâtissent de problèmes structurels tels que le système de santé très limité en Libye, un accès restreint aux services publics et des risques de protection transversaux liés à la migration irrégulière et au conflit prolongé qui sévit dans le pays. Des politiques et programmes relatifs à la migration de main-d'œuvre s'inscrivant dans le cadre d'une gestion globale des migrations font cruellement défaut, ce qui affecte tant les migrants récemment arrivés que ceux présents dans le pays depuis longtemps.

5.1. Introduction

Avant la révolution de 2011, la Libye était une destination majeure des migrations de main-d'œuvre en Afrique du Nord. D'après les estimations de l'OIM, la Libye aurait compté pas moins de 2,5 millions de migrants internationaux (Fondation européenne pour la formation, 2014) et les travailleurs étrangers y auraient été plus nombreux que la main-d'œuvre née en Libye. Le niveau relativement élevé des salaires en Libye par rapport aux pays voisins a incité les travailleurs migrants – originaires en particulier de Tunisie, d'Égypte, du Niger et du Soudan, mais également de nombreux autres pays d'Afrique et d'Asie – à y chercher un emploi. Les travailleurs migrants étaient employés dans divers secteurs, parmi lesquels on peut citer l'industrie pétrolière, la santé, le bâtiment et l'agriculture.

[1] Matrice de suivi des déplacements (MSD) en Libye de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).
[2] Bureau régional de l'OIM, Le Caire.

Après la chute du régime de Kadhafi en août 2011, de nombreux observateurs ont pensé que la situation d'urgence en Libye touchait à sa fin alors qu'un gouvernement de transition était mis en place. Après une brève accalmie, le conflit et les troubles politiques se sont de nouveau intensifiés pour déboucher sur une situation de guerre civile en 2014.

Depuis, la Libye est scindée entre deux gouvernements concurrents, le Gouvernement d'entente nationale à Tripoli, internationalement reconnu, et une administration rivale à Tobrouk, dans l'est de la Libye. Dans ce contexte, divers acteurs, dont un grand nombre de groupes armés, entretiennent une situation instable de violence, d'effondrement économique et de crise humanitaire.

En dépit de ces facteurs néfastes, la Libye accueille toujours un nombre non négligeable de migrants internationaux. Lors du dernier cycle de suivi de la mobilité de la MSD[3] en avril 2020, au moins 625 638[4] migrants se trouvaient en Libye. Bien que les médias européens traitent essentiellement des migrations de transit de la Libye vers l'Europe via la Méditerranée, les migrants présents en Libye restent majoritairement originaires des pays voisins que sont le Niger, le Tchad, le Soudan et l'Égypte (62 % de la population migrante en Libye). Malgré les difficultés actuelles et le conflit qui sévit dans certaines régions de la Libye, des salaires plus élevés que dans les pays voisins et la demande sur le marché national du travail continuent d'en faire une destination attrayante des migrations, souvent entreprises par voie irrégulière.

Étant donné les différences qui existent entre la migration de transit et la migration de longue durée, le présent chapitre examinera les migrations en Libye sous l'angle de la durée du séjour afin d'analyser précisément ces différences. Plus particulièrement, il sera procédé à une analyse, le long de ces axes, des données de suivi de la mobilité et de surveillance des flux[5] recueillies par la MSD Libye, en distinguant les migrants récemment arrivés des migrants présents en Libye depuis au moins un an.

Entre janvier et août 2019, plus de 13 000 enquêtes individuelles ont été menées auprès de migrants par échantillonnage à choix raisonné dans 19 des 22 régions libyennes. L'échantillon comptait des migrants récemment arrivés et des migrants qui vivent en Libye depuis longtemps. La plupart des entretiens ont été menés à des points de transit importants dans le cadre de l'enquête de surveillance des flux de la MSD. Cependant, des enquêtes ont également été conduites dans des zones résidentielles de centres urbains situés dans l'ensemble du pays. Le présent chapitre inclut par ailleurs les conclusions d'un projet de recherche conjoint mené par la MSD Libye de l'OIM et l'Université de Columbia en 2019 sur les moyens de subsistance, les perceptions en matière de sécurité et les rapatriements de fonds des migrants présents en Libye depuis au moins un an (OIM et Université de Columbia, à paraître).

5.2. Méthodologie et limites

Les résultats présentés dans le présent rapport reposent sur l'analyse de données recueillies en Libye dans le cadre de deux composantes de la MSD : a) le suivi de la mobilité de la MSD, qui comprend une évaluation multisectorielle des lieux à l'échelle des localités ; et b) l'enquête de surveillance des flux de la MSD.

Le suivi de la mobilité est assuré en Libye dans le cadre d'un cycle bimestriel de collecte des données, qui sont recueillies dans l'ensemble du pays à la faveur d'entretiens menés avec des informateurs clés dans 659 localités, dans la totalité des cent municipalités couvertes. Les données utilisées dans cette évaluation proviennent de 2 170 entretiens menés avec des informateurs clés durant le cycle 30 de collecte des données de suivi de la mobilité, qui couvre les mois de mars et d'avril 2020. Cette composante suit les mouvements de population afin d'établir des estimations de base sur les différentes populations dans les zones examinées, et comprend un module d'évaluation multisectorielle des lieux qui rassemble des données sur la disponibilité des services, les besoins humanitaires multisectoriels et divers autres indicateurs pertinents. Le suivi de la mobilité couvre l'ensemble de la Libye, avec une ventilation des données

[3] *DTM Libya – Mobility Tracking Methodology*. Disponible à l'adresse https://displacement.iom.int/reports/dtm-libya-mobility-tracking-methodology (page consultée le 8 juillet 2020).

[4] MSD Libye, *Libya's Migrant Report, Round 30, March – April 2020*. Disponible à l'adresse https://dtm.iom.int/reports/libya-%E2%80%94-migrant-report-30-march-april-2020 (page consultée le 8 juillet 2020).

[5] *DTM Libya – Flow Monitoring Methodology*. Disponible à l'adresse https://dtm.iom.int/reports/dtm-libya-flow-monitoring-methodology (page consultée le 8 juillet 2020).

jusqu'à l'échelle des municipalités (baladiyas, unité administrative 3) pour les données relatives aux services et aux besoins, et jusqu'à l'échelle des communautés ou des localités (mahallas, unité administrative 4) pour les estimations démographiques.

L'enquête de surveillance des flux fait partie de la composante d'enquête de la MSD qui vise à mener des entretiens avec des migrants. Ces entretiens individuels comprennent des questions relatives aux dynamiques migratoires qui portent sur les aspirations, les projets, la prise de décisions migratoires, les itinéraires, un éventuel retour dans le pays d'origine et d'autres aspects liés aux migrations. En 2019, l'enquête de surveillance des flux en Libye a été enrichie de modules thématiques qui comportent des questions sur l'éducation, la sécurité alimentaire, les moyens de subsistance, les rapatriements de fonds, la santé, les difficultés liées à la migration, le logement et l'accès aux services en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH). Ces modules thématiques pouvant être activés séparément en fonction des besoins de données dans les différents lieux, cette approche modulaire peut également être utilisée pour guider la planification opérationnelle de la fourniture d'aide aux migrants.

Le présent rapport expose les résultats des 13 228 entretiens quantitatifs menés auprès de migrants entre le 1er janvier et le 24 août 2019. Les entretiens ont été conduits dans des lieux clés de 19 régions (mantikas, unité administrative 2) libyennes (OIM, 2019a). Les entretiens de l'enquête de surveillance des flux ont été menés par 46 enquêteurs formés à la collecte de données, aux méthodes de recherche quantitatives et qualitatives ainsi qu'aux évaluations, et qui maîtrisent les définitions et les concepts liés aux modules thématiques. Les migrants fournissent leur consentement éclairé oral avant chaque entretien, sont informés des fins auxquelles est mené l'entretien et des objectifs de l'évaluation, et savent que leurs données personnelles seront enregistrées d'une manière ne permettant pas de les identifier, qu'ils ne sont pas obligés de répondre à toutes les questions, qu'ils peuvent mettre fin à l'entretien à tout moment et qu'ils ne seront pas rémunérés pour leur participation. L'enquêteur remplit le questionnaire par voie électronique sur l'application KoBoCollect, et les données sont directement enregistrées dans une base de données sécurisée *ad hoc* de la MSD.

Approche en matière d'échantillonnage : le suivi de la mobilité de la MSD couvre l'ensemble de la Libye (100 baladiyas et 659 mahallas), et comprend des estimations démographiques à l'échelle des communautés ou des localités (mahallas, unité administrative 4). Les données obtenues dans le cadre du suivi de la mobilité fournissent des estimations de base de la population de migrants en Libye, qui sont ensuite utilisées pour déterminer l'échantillon de migrants interrogés dans le cadre de l'enquête de surveillance des flux dans des lieux clés : points de transit tels que des arrêts de bus et des ponts le long des principaux itinéraires de migration, cafés, marchés, parcs, lieux d'hébergement ou abris, mosquées, bâtiments publics, points de recrutement professionnel, zones résidentielles, etc.. Une portion fixe du questionnaire d'entretien de l'enquête de surveillance des flux a été soumise à l'ensemble des migrants interrogés, tandis que les sections thématiques modulaires ont été activées séparément tout au long de la durée de l'évaluation, de sorte que chaque section thématique couvre un sous-ensemble de l'échantillon total.

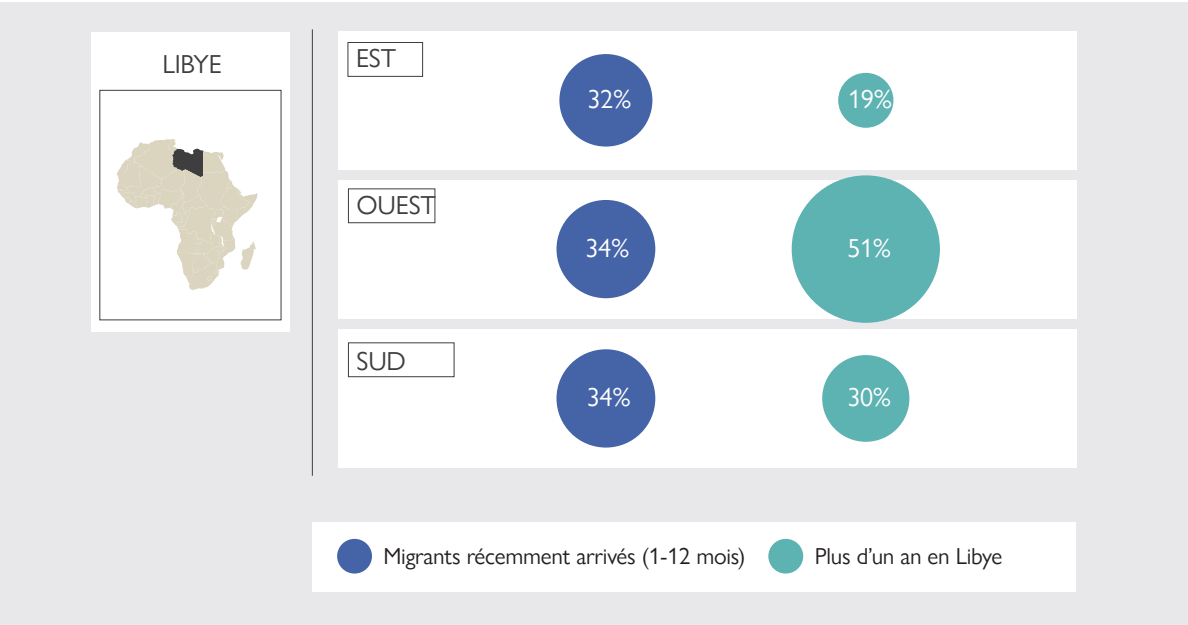
Limites : bien que le rapport présente les résultats d'une mise en œuvre à grande échelle de l'enquête de surveillance des flux tout au long de l'année, il ne prétend pas s'appuyer sur un échantillon statistiquement représentatif des caractéristiques démographiques de l'ensemble de la population de migrants en Libye. Les résultats portent sur l'échantillon et ne sont pas réputés transposables à l'ensemble de la population de migrants en Libye.

5.3. Profils des migrants récemment arrivés et des migrants présents en Libye depuis au moins un an

Parmi les migrants interrogés dans le cadre de l'enquête de surveillance des flux de la MSD en 2019, 58 % (7 660 personnes) se trouvaient en Libye depuis au moins un an, tandis que 42 % (5 458 personnes) étaient arrivés récemment.

Alors que les migrants interrogés lors des entretiens de l'enquête de surveillance des flux qui étaient récemment arrivés étaient répartis à parts égales dans l'est, le sud et l'ouest du pays, la moitié des migrants présents en Libye depuis au moins un an lors de l'enquête se trouvaient dans l'ouest, 30 % dans le sud, et 19 % dans l'est du pays. Bien que la collecte de données réalisée dans le cadre de l'enquête de surveillance des flux repose sur un échantillonnage à choix raisonné (voir la section précédente), la répartition géographique de l'ensemble de l'échantillon (43 % dans l'ouest, 32 % dans le sud et 25 % dans l'est du pays) concordait largement avec l'estimation de la population de migrants obtenue par le suivi de la mobilité de la MSD (49 % dans l'ouest, 25 % dans le sud et 26 % dans l'est du pays). Les travailleurs migrants vivaient généralement dans des régions présentant des niveaux élevés d'activité économique, en particulier le long des côtes libyennes.

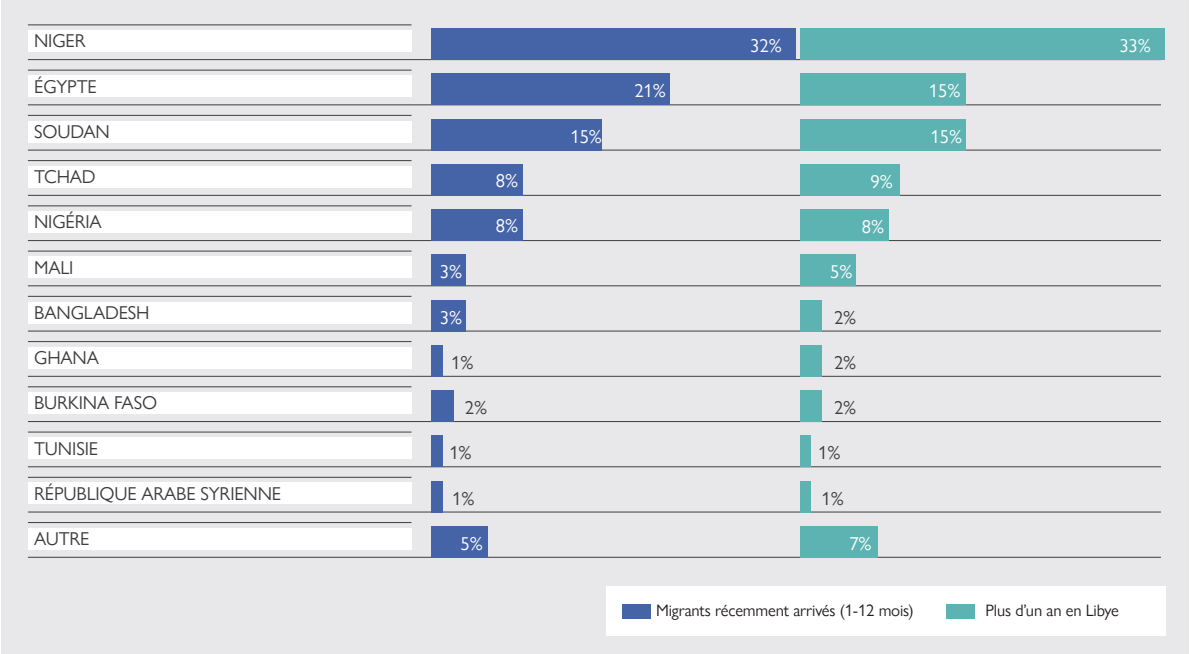
Figure 5.1. Répartition géographique des migrants par durée de séjour en Libye



Note : Cette carte n'est fournie qu'à titre d'illustration. Le tracé des frontières et les noms indiqués sur cette carte n'impliquent aucune approbation ou acceptation officielle de la part de l'OIM.

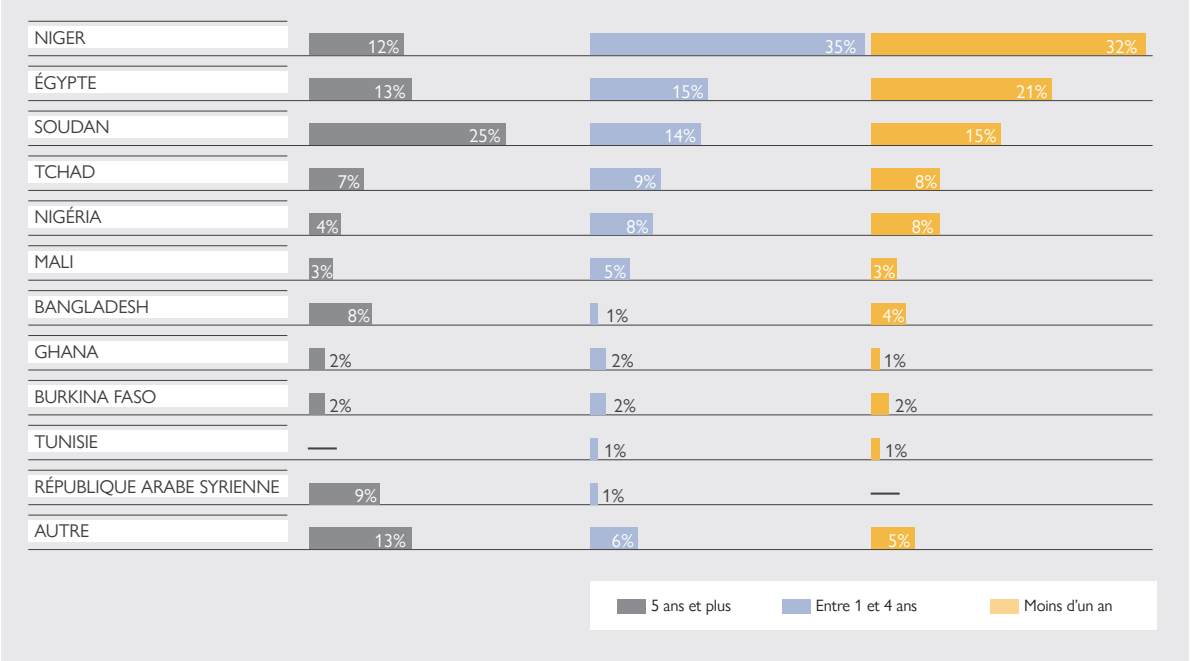
Parmi les principales nationalités interrogées, les ressortissants syriens affichaient la plus grande proportion de migrants présents en Libye depuis au moins un an : 92 % des ressortissants syriens ont indiqué se trouver en Libye depuis plus d'un an, tandis que 8 % seulement étaient arrivés moins d'un an avant l'entretien. Compte tenu de la présence de longue date de la communauté syrienne en Libye, cette tendance était prévisible (Lifos Centre for Country of Origin Information and Analysis, 2016). La plupart des autres nationalités affichaient une distribution plus équilibrée sur le plan de la durée du séjour.

Figure 5.2. Migrants récemment arrivés et migrants présents en Libye depuis au moins un an ayant participé



La distribution des nationalités observée était similaire chez les migrants récemment arrivés et les migrants présents en Libye depuis au moins un an. Cependant, en ventilant plus finement ces derniers par durée de séjour en Libye, une tendance perceptible a émergé parmi ceux qui se trouvaient dans le pays depuis cinq ans ou plus. Dans cette catégorie, les migrants soudanais représentaient la nationalité la plus fréquemment signalée (26 %), alors que leur proportion n'excédait pas 15 % des migrants récemment arrivés. À l'inverse, les ressortissants nigériens représentaient 32 % des migrants arrivés récemment, mais seulement 12 % des migrants interrogés qui se trouvaient en Libye depuis au moins cinq ans (figure 5.3).

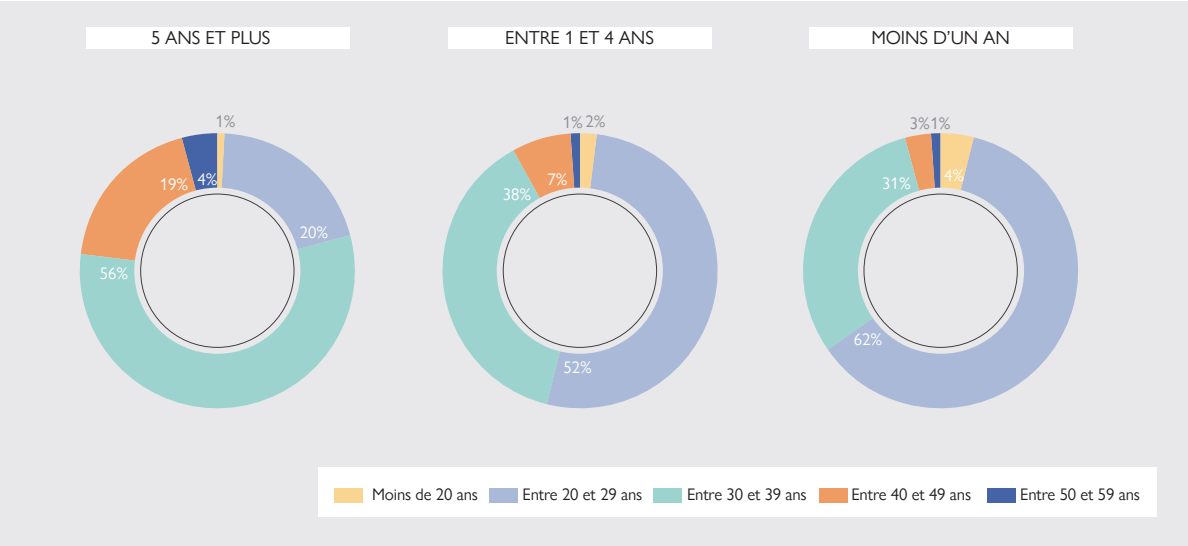
Figure 5.3. Distribution des nationalités des migrants par durée de séjour en Libye



Si l'on compare les caractéristiques démographiques des deux groupes, une tendance se dessine : deux tiers (66 %) des migrants interrogés récemment arrivés avaient moins de 30 ans, tandis que seulement la moitié (51 %) de l'ensemble des migrants qui résidaient en Libye depuis au moins un an se trouvait dans cette tranche d'âge, l'âge moyen à l'arrivée dans le pays étant de 27 ans pour les deux groupes. De manière générale, les migrants récemment arrivés étaient pour la plupart des hommes jeunes, alors que la répartition par âge des migrants résidant en Libye depuis au moins un an était plus équilibrée.

Cette tendance se dessine également très nettement si l'on examine la composition des groupes d'âge pour différentes durées de séjour. Plus précisément, il apparaît de manière très claire que la proportion de migrants plus âgés augmente progressivement avec la durée de séjour des migrants interrogés (voir la figure 4). Tandis que la majorité (62 %) des migrants récemment arrivés avaient entre 20 et 29 ans, cette tranche d'âge ne représentait plus que 20 % des migrants qui se trouvaient en Libye depuis plus de cinq ans à la date de l'entretien.

Figure 5.4. Durée du séjour des migrants par tranche d'âge



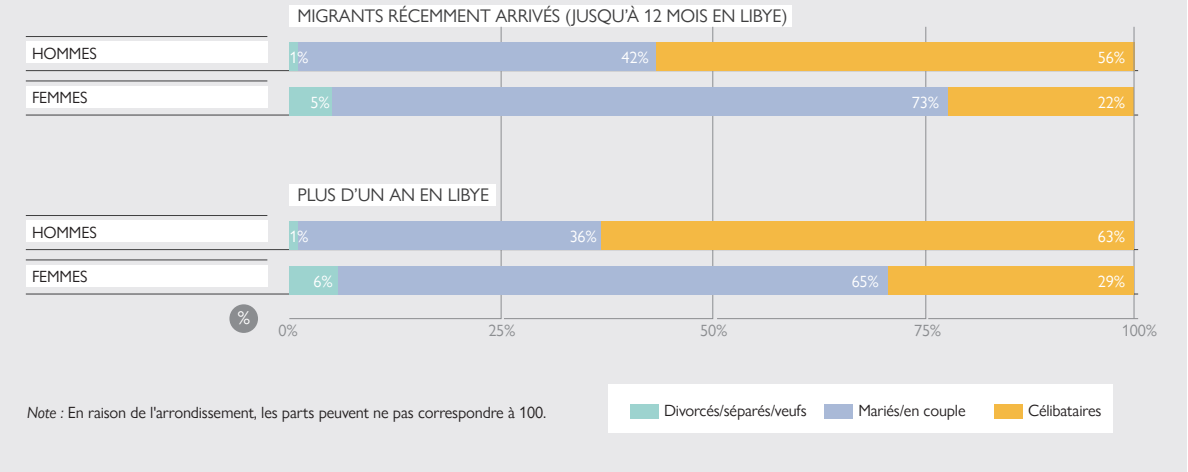
L'échantillon interrogé comportait seulement 4 % de femmes. Les femmes représentaient 5 % des migrants qui résidaient en Libye depuis au moins un an, contre 3 % des migrants récemment arrivés. La faible proportion de migrantes parmi les personnes interrogées peut s'expliquer par la combinaison d'une moindre présence des migrantes dans les espaces publics (où les enquêtes sont généralement conduites), du biais de non-réponse et de la moindre part de migrantes dans la population totale de migrants en Libye, estimée à 11 % lors du dernier cycle de suivi de la mobilité de la population de migrants de la MSD[6].

Cependant, la part de migrants qui résidaient en Libye depuis au moins un an était plus élevée chez les femmes que chez les hommes. Sur les 517 femmes interrogées, 68 % se trouvaient dans le pays depuis plus d'un an, contre 58 % des hommes.

La ventilation par situation de famille a mis en évidence une différence de taille entre les hommes et les femmes : 69 % des migrantes interrogées ont indiqué être mariées, contre seulement 39 % des hommes. Les entretiens menés auprès des informateurs clés au cours des cycles bimestriels de collecte de données de la MSD Libye ont montré que les hommes migrent généralement seuls ou avec des amis, tandis que les femmes ont tendance à voyager accompagnées de leur famille (par exemple, leur conjoint). On a relevé une proportion de migrants mariés plus élevée chez les migrants résidant en Libye depuis au moins un an que chez les migrants récemment arrivés.

[6] MSD Libye, *Libya's Migrant Report, Round 30, March – April 2020*. Disponible à l'adresse https://dtm.iom.int/reports/libya-%E2%80%94-migrant-report-30-march-april-2020 (page consultée le 8 juillet 2020).

Figure 5.5. Situation de famille par durée de séjour et par sexe



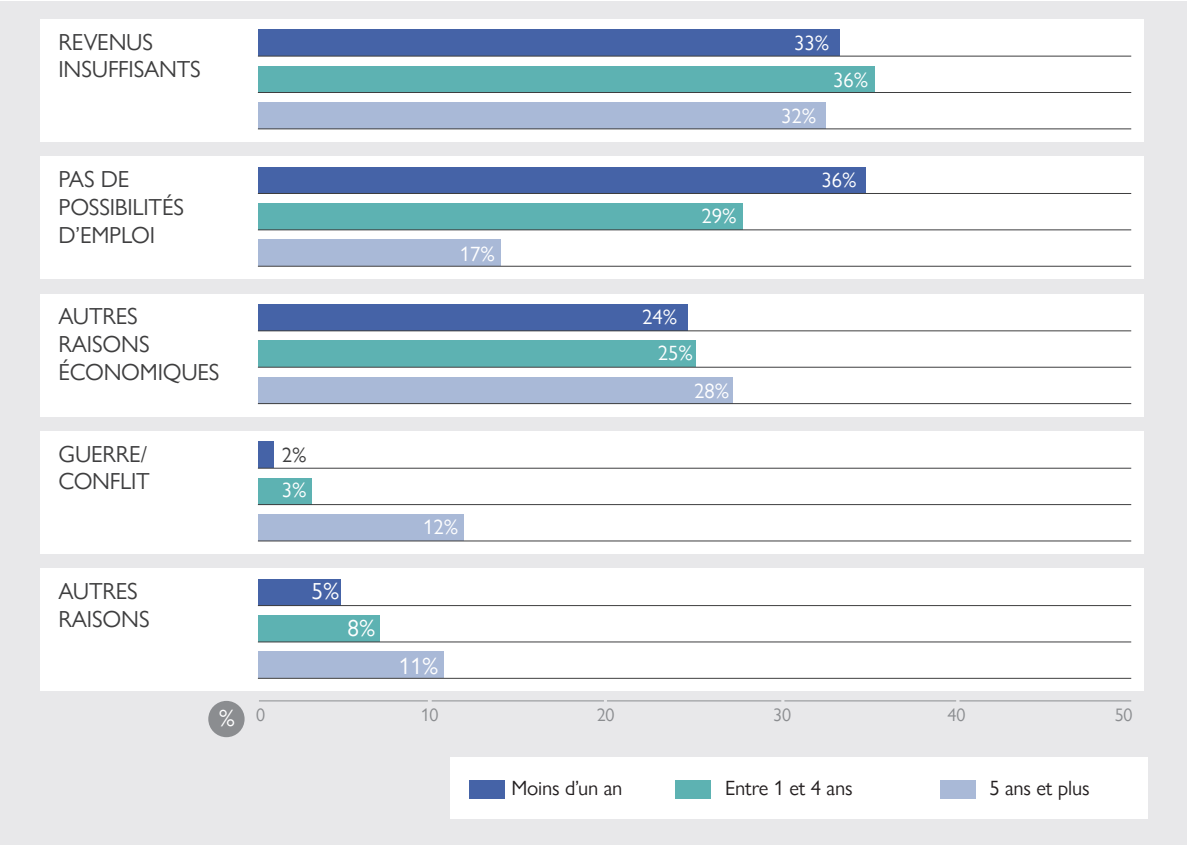
Note : En raison de l'arrondissement, les parts peuvent ne pas correspondre à 100.

5.4. Facteurs de migration et projets

Le rôle central que jouent généralement les disparités socioéconomiques dans la décision de migrer des populations a également été observé chez les migrants interrogés par la MSD Libye en 2019. La vaste majorité des migrants interrogés en Libye ont indiqué avoir quitté leur pays d'origine en raison de facteurs économiques (90 %). Indépendamment des raisons ayant initialement motivé leur migration, la plupart des personnes interrogées ont indiqué occuper un emploi en Libye (76 %). Une moindre proportion de migrants ont cité d'autres raisons les ayant poussés à quitter leur pays d'origine, par exemple un conflit, un accès limité aux services et des catastrophes naturelles à évolution lente. Le conflit a été indiqué comme motif de départ du lieu d'origine principalement par des migrants du Soudan (36 %), de la République arabe syrienne (20 %) et des Territoires palestiniens (8 %).

De manière générale, les facteurs de migration ne varient pas notablement selon les durées de séjour. Étant donné que les raisons économiques constituent le principal facteur de migration vers et via la Libye, les analyses menées dans le cadre de l'enquête de surveillance des flux ventilent les facteurs de migration par raisons économiques (figure 5.6).

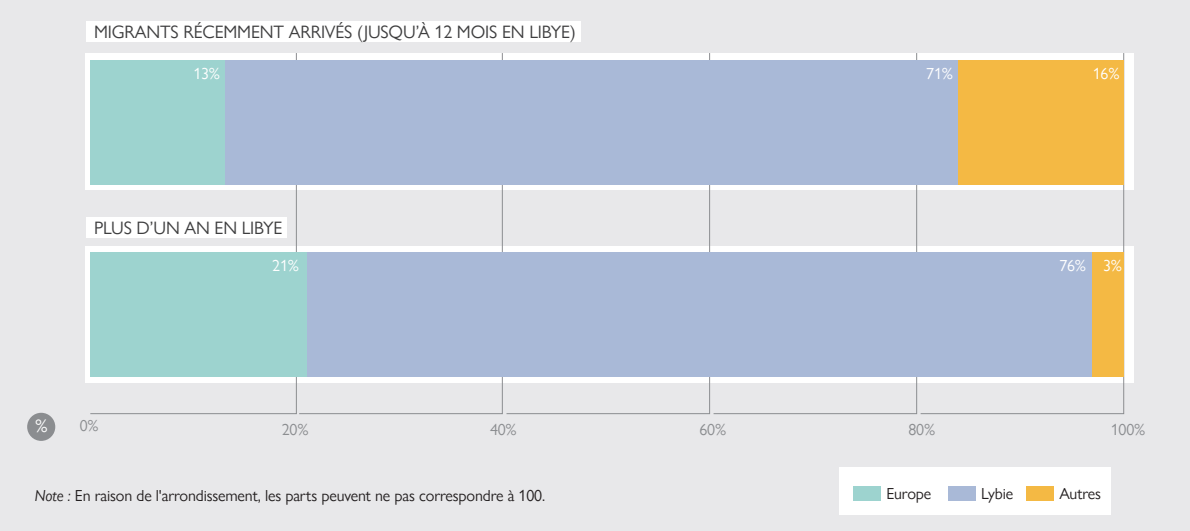
Figure 5.6. Principal motif de départ du pays d'origine par durée de séjour



Sur le plan des projets migratoires, la majorité des migrants ayant participé à l'enquête de la MSD ont indiqué qu'ils comptaient rester en Libye (73 %). Une comparaison des projets indiqués par durée de séjour en Libye porte à croire que cette tendance vaut tant pour les migrants récemment arrivés que pour ceux présents dans le pays depuis au moins un an (figure 5.7).

Cependant, parmi les personnes interrogées qui prévoyaient de quitter la Libye, les migrants récemment arrivés ont plus souvent indiqué projeter de se rendre en Europe que l'autre groupe (21 % et 13 %).

Figure 5.7. Destination finale visée par durée de séjour



Note : En raison de l'arrondissement, les parts peuvent ne pas correspondre à 100.

Surveillance des flux de la MSD Libye : plus que des chiffres

Retour volontaire pour raisons humanitaires

Lors des entretiens de l'enquête de surveillance des flux menés auprès des migrants, les enquêteurs de la MSD consignent les projets de retour des migrants interrogés. Ceux qui indiquent souhaiter retrouver leur famille dans leur pays d'origine sont systématiquement orientés vers le programme de retour volontaire pour raisons humanitaires de l'OIM. En 2017 et 2018, l'OIM a facilité le retour volontaire pour raisons humanitaires de plus de 30 800 migrants depuis la Libye vers leurs pays d'origine respectifs.

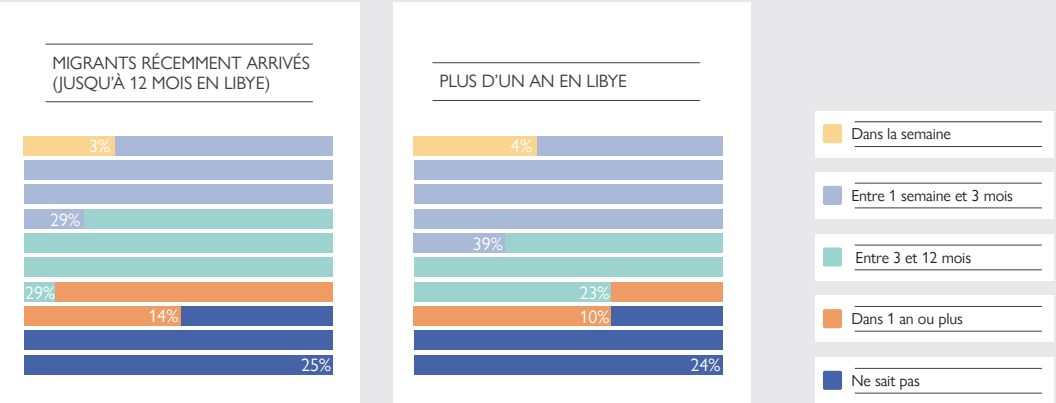
« Votre assistance est extrêmement précieuse. Ma sœur, mon bébé et moi-même avons pu retrouver notre famille au Nigéria grâce à votre appui alors que j'étais perdue à Tripoli. L'aide inestimable que vous m'avez apportée occupe une place à part dans mon cœur. »

Adedayo I., Lagos, juillet 2019

Lorsqu'il leur a été demandé s'ils souhaitaient rentrer dans leur pays d'origine, 27 % des migrants présents en Libye depuis au moins un an ont répondu par l'affirmative, contre 12 % des migrants récemment arrivés. La raison la plus souvent invoquée est la lassitude face aux conditions de vie en Libye, citée par 36 % des migrants présents dans le pays depuis au moins un an et projetant de rentrer chez eux (et par 22 % des migrants récemment arrivés). Parmi les autres raisons mentionnées, on peut citer des possibilités d'emploi insuffisantes (27 % des migrants présents depuis plus d'un an, 18 % des migrants présents depuis moins d'un an), des obstacles juridiques ou physiques à la poursuite du voyage migratoire (23 % des migrants au séjour de longue durée, 18 % de ceux au séjour de courte durée) et la génération d'une épargne suffisante grâce à l'emploi occupé en Libye (14 % des migrants au séjour de longue durée, 13 % de ceux au séjour de courte durée).

Les migrants qui souhaitent rentrer au pays ont indiqué différentes préférences quant à la date de retour prévue. De manière générale, ceux qui se trouvaient en Libye depuis au moins un an étaient plus susceptibles de rentrer dans un futur proche, tandis que ceux arrivés récemment prévoyaient de rester plus longtemps en Libye.

Figure 5.8. Date de retour escomptée par durée de séjour

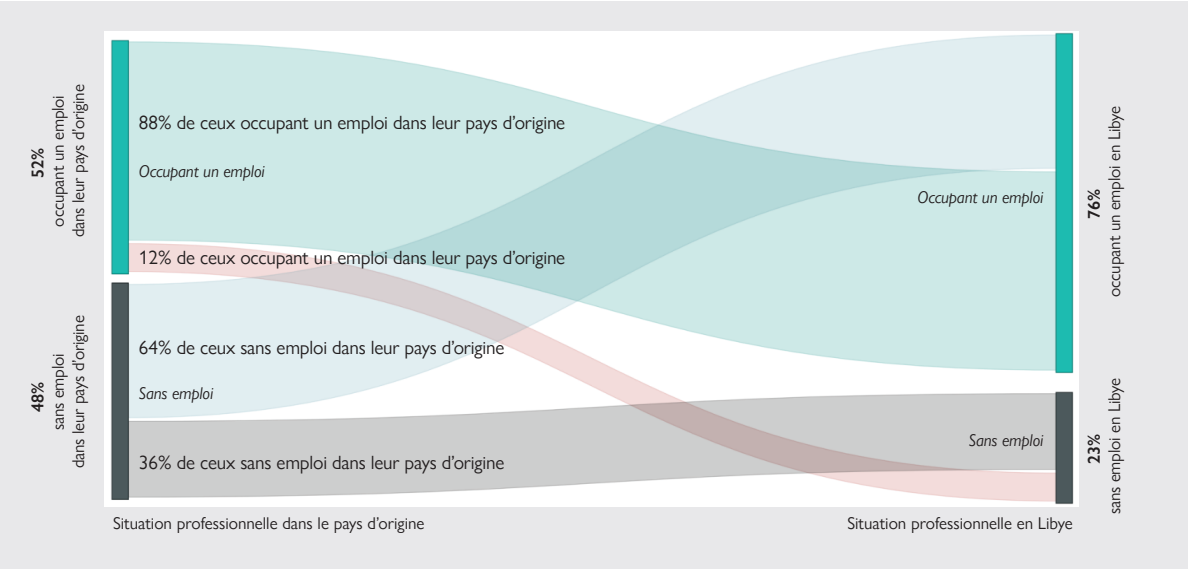


5.5. Emploi et moyens de subsistance

Dans un contexte où les facteurs économiques constituent le premier motif de migration dans les deux groupes, de telles aspirations se sont traduites par l'occupation d'un emploi pour la plupart des migrants en Libye. Ainsi, 76 % des migrants interrogés ont indiqué occuper un emploi en Libye à la date de l'entretien.

Il est intéressant de constater que les taux d'emploi relevés étaient sensiblement plus élevés que dans les pays d'origine respectifs des migrants, seulement 53 % de l'ensemble de l'échantillon ayant indiqué occuper un emploi avant de quitter le pays d'origine. Si la migration en Libye semble avoir eu des effets nets positifs sur la situation professionnelle, 11 % des migrants interrogés qui occupaient un emploi régulier avant de partir ont indiqué ne pas avoir de travail en Libye à la date de l'entretien (figure 5.9). Des recherches supplémentaires sur les marchés du travail et les dynamiques de la migration de main-d'œuvre permettraient d'apporter un éclairage additionnel sur les possibles facteurs sous-jacents.

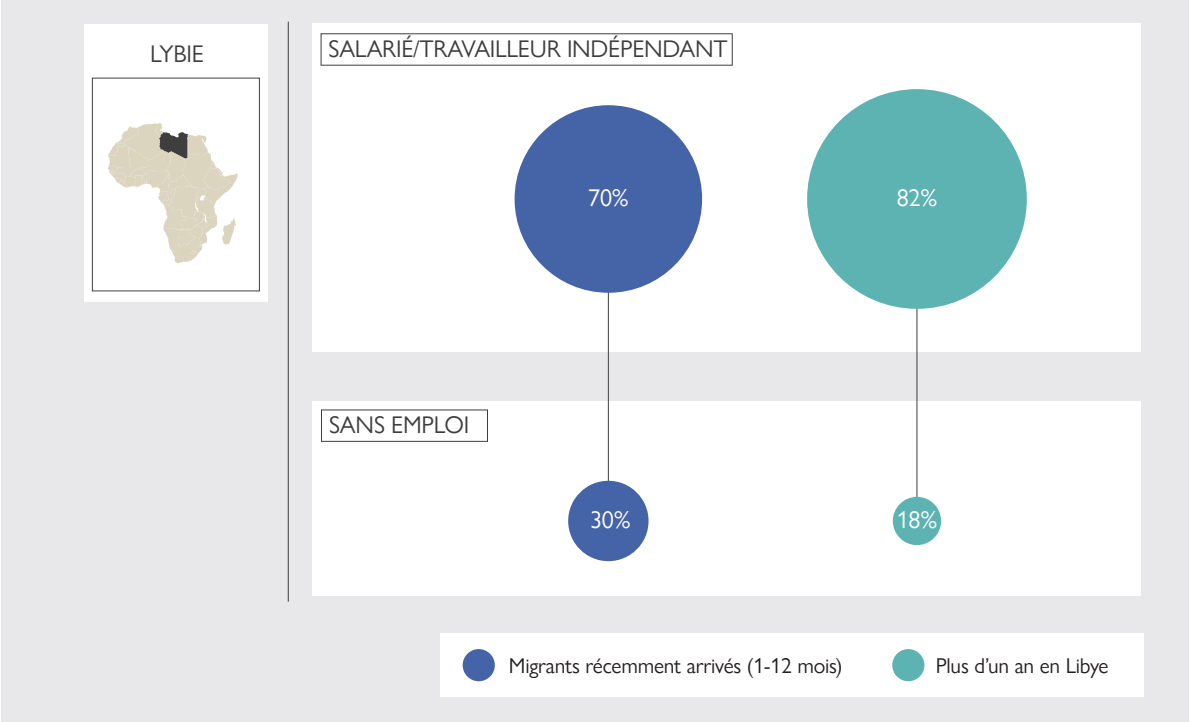
Figure 5.9. Changement de situation professionnelle



Une comparaison des deux groupes met en évidence un taux d'emploi plus élevé chez les migrants présents en Libye depuis au moins un an (80 %) que chez les migrants récemment arrivés (70 %). Cette tendance a été observée chez les hommes comme chez les femmes : la majorité des migrantes interrogées ont indiqué occuper un emploi (72 %), les migrantes présentes en Libye depuis au moins un an présentant un taux d'emploi supérieur à celles arrivées plus récemment (76 % contre 62 %).

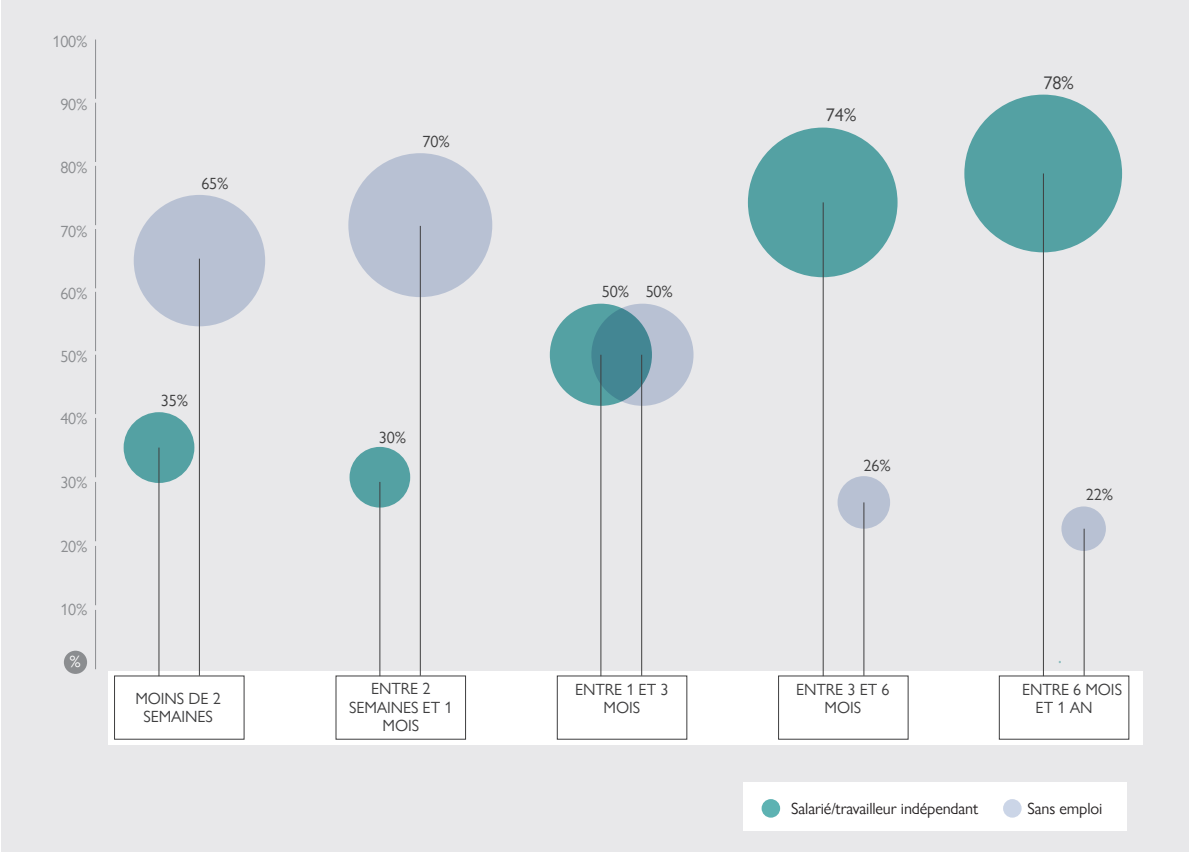
La forte corrélation entre l'occupation d'un emploi et la durée de séjour en Libye apparaît de manière plus manifeste à la faveur d'une ventilation supplémentaire des migrants récemment arrivés : ceux présents dans le pays depuis moins de deux semaines (taux d'emploi de 35 %) et depuis un à trois mois (taux d'emploi de 50 %) exerçaient bien moins souvent des activités rémunératrices.

Figure 5.10. Distribution de la situation professionnelle des migrants en Libye par durée de séjour



Note : Cette carte n'est fournie qu'à titre d'illustration. Le tracé des frontières et les noms indiqués sur cette carte n'impliquent aucune approbation ou acceptation officielle de la part de l'OIM.

Figure 5.11. Distribution de la situation professionnelle des migrants récemment arrivés en Libye par durée de séjour



Surveillance des flux de la MSD Libye : plus que des chiffres

Mobilité de la main-d'œuvre et développement humain

Dans le cadre de l'enquête de surveillance des flux, les enquêteurs de la MSD recueillent le profil des migrants en matière de formation ainsi que leur situation et leur parcours professionnels. Ces profils se sont avérés essentiels pour éclairer les programmes de l'OIM Libye relatifs à la mobilité de la main-d'œuvre et au développement humain ainsi que la promotion de politiques relatives à la mobilité de la main-d'œuvre qui font partie intégrante d'une gestion globale des migrations. En 2020, la MSD Libye prévoit de déployer un nouveau module d'enquête de surveillance des flux en vue de recueillir des données supplémentaires sur les compétences des migrants qui permettront d'éclairer les programmes relatifs à la migration de main-d'œuvre en Libye.

Dans les deux groupes de migrants, le bâtiment, l'approvisionnement en eau, l'électricité et le gaz constituaient les principaux secteurs d'emploi, suivis de l'agriculture, du pastoralisme et de l'industrie alimentaire, ainsi que de l'artisanat.

Dans le cadre d'une étude sur les moyens de subsistance des migrants présents en Libye depuis au moins un an menée par l'OIM et l'Université de Columbia, environ 36 % des participants ont indiqué avoir rencontré des difficultés à un moment donné de leur recherche d'emploi en Libye (448 personnes sur 1 244). Les migrants originaires d'Afrique subsaharienne semblent s'être heurtés à des difficultés plus importantes que ceux originaires d'Afrique du Nord. Par exemple, 46 % des Nigérians (46 personnes sur 99), 44 % des Nigériens (193 personnes sur 434) et 40 % des Maliens (26 personnes sur 65) ont indiqué avoir rencontré des difficultés à un moment donné, contre 29 % des Soudanais (48 personnes sur 165) et 22 % des Égyptiens (39 personnes sur 176). Sur le plan géographique, il s'est avéré plus ardu de trouver du travail dans le sud. La majorité des personnes interrogées dans le sud ont indiqué avoir rencontré des difficultés à trouver du travail (60 %, soit 214 personnes sur 357).

L'obstacle le plus souvent indiqué par migrants ayant eu du mal à trouver un travail est une offre d'emplois restreinte. Il convient de noter que les migrants interrogés ont cité en deuxième position des « compétences insuffisantes », ce qui pourrait être le signe que les compétences des migrants ne correspondent pas aux secteurs en demande sur le marché libyen du travail.

Figure 5.12a. Obstacles à la recherche d'emploi (n = 448)

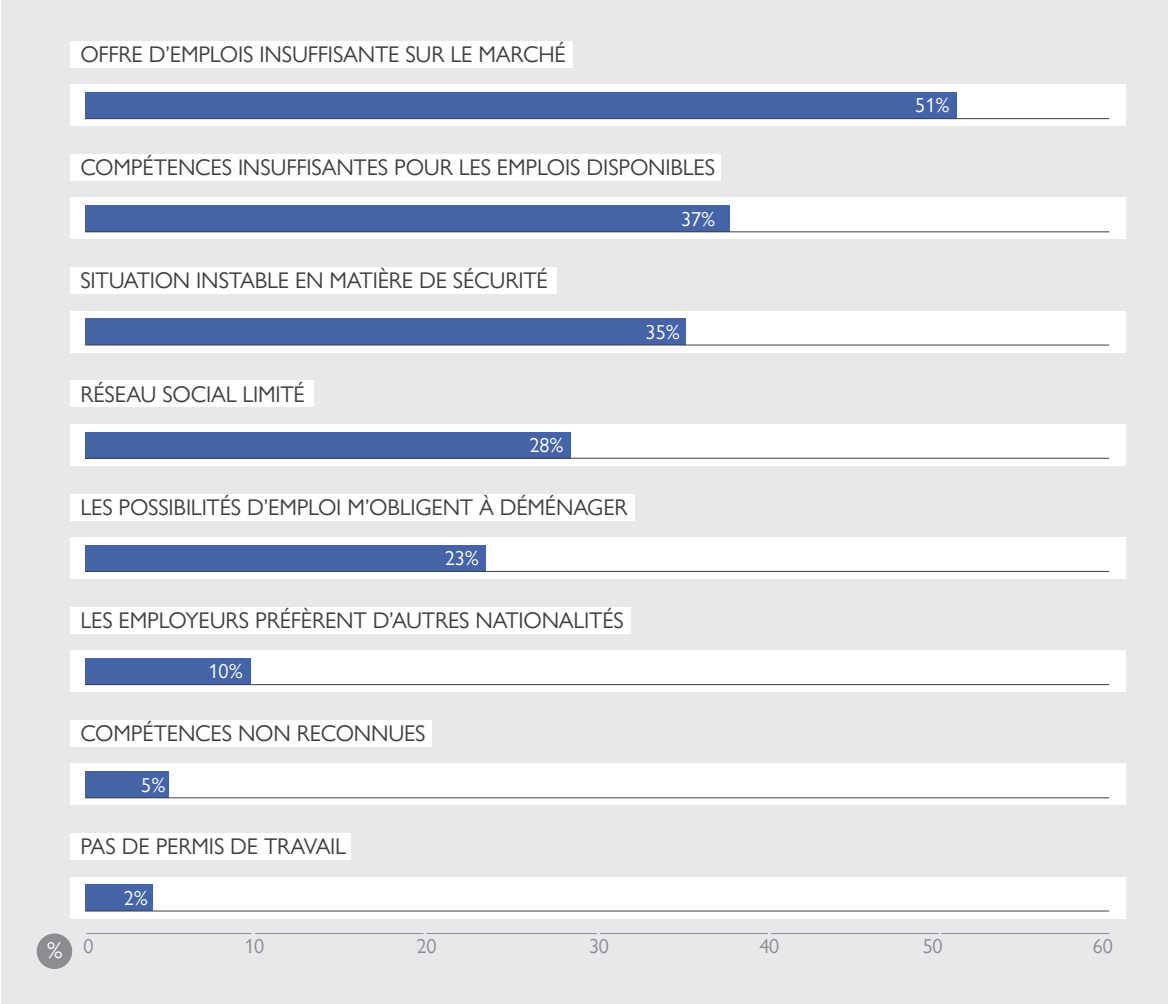
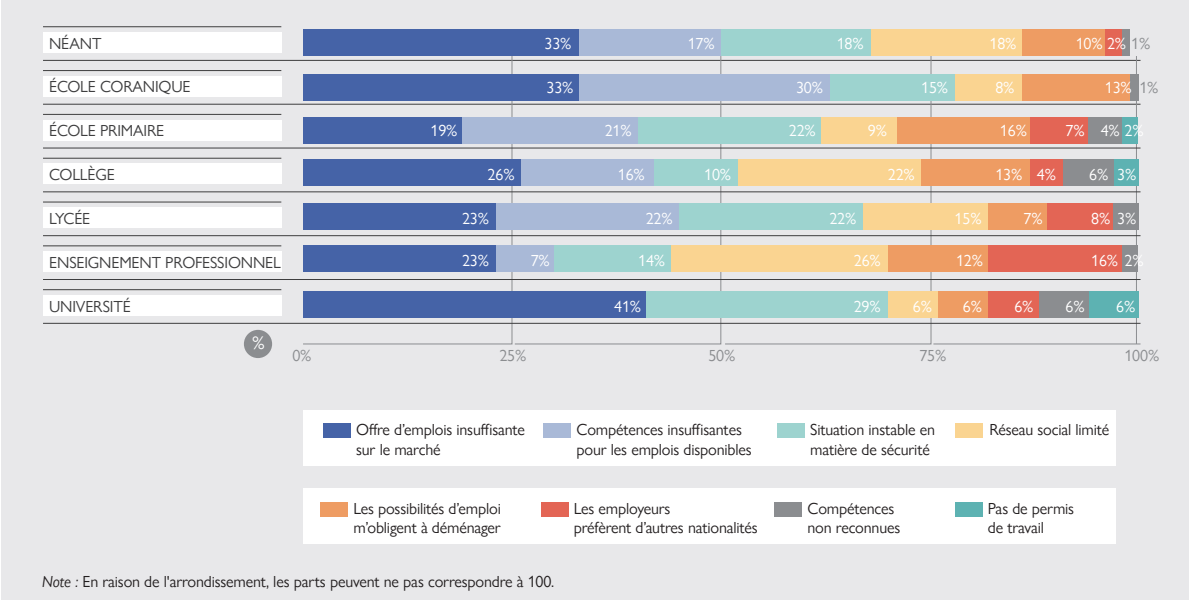


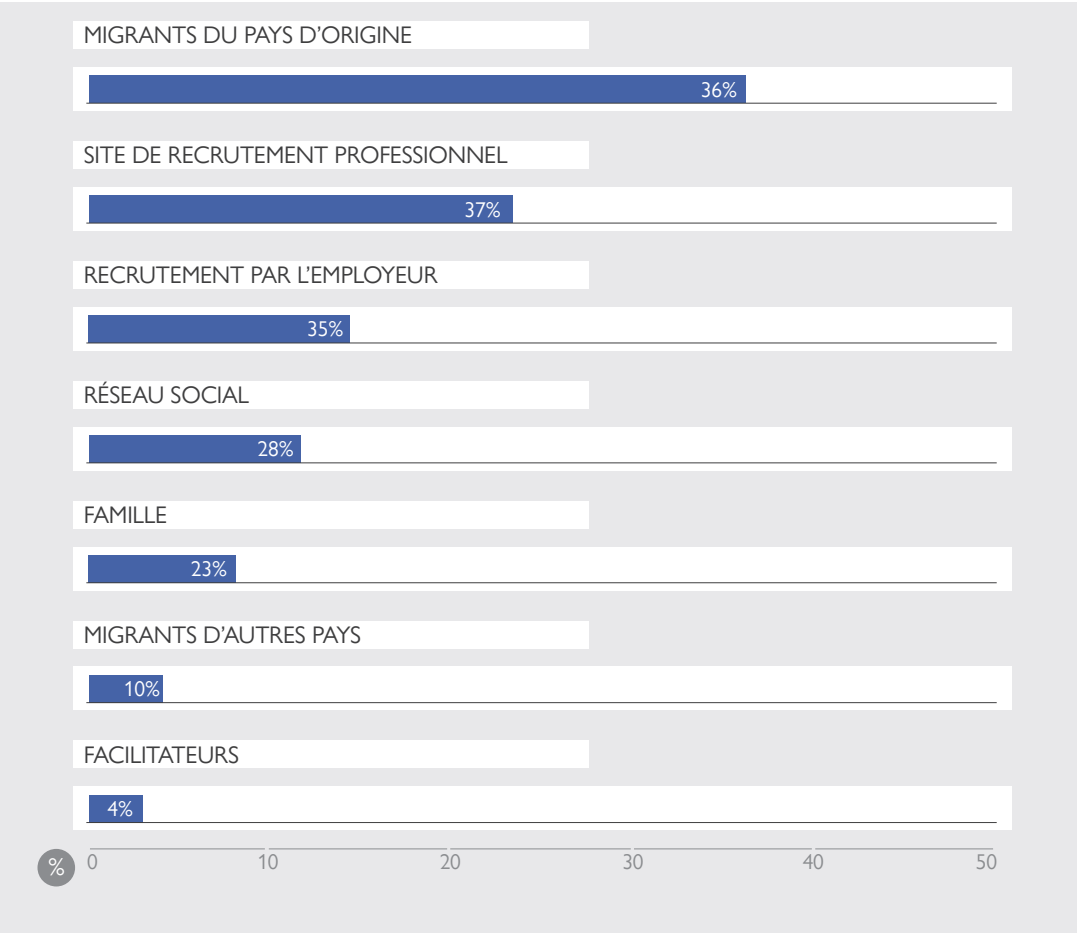
Figure 5.12b. Obstacles à la recherche d'emploi par niveau d'études (n = 448)



Note : En raison de l'arrondissement, les parts peuvent ne pas correspondre à 100.

Parmi les migrants présents en Libye depuis au moins un an, quel que soit le pays d'origine, la recherche d'emploi a été en premier lieu assurée par le contact avec d'autres migrants, bien que les Nigériens aient également indiqué les sites de recrutement professionnel à la même fréquence.

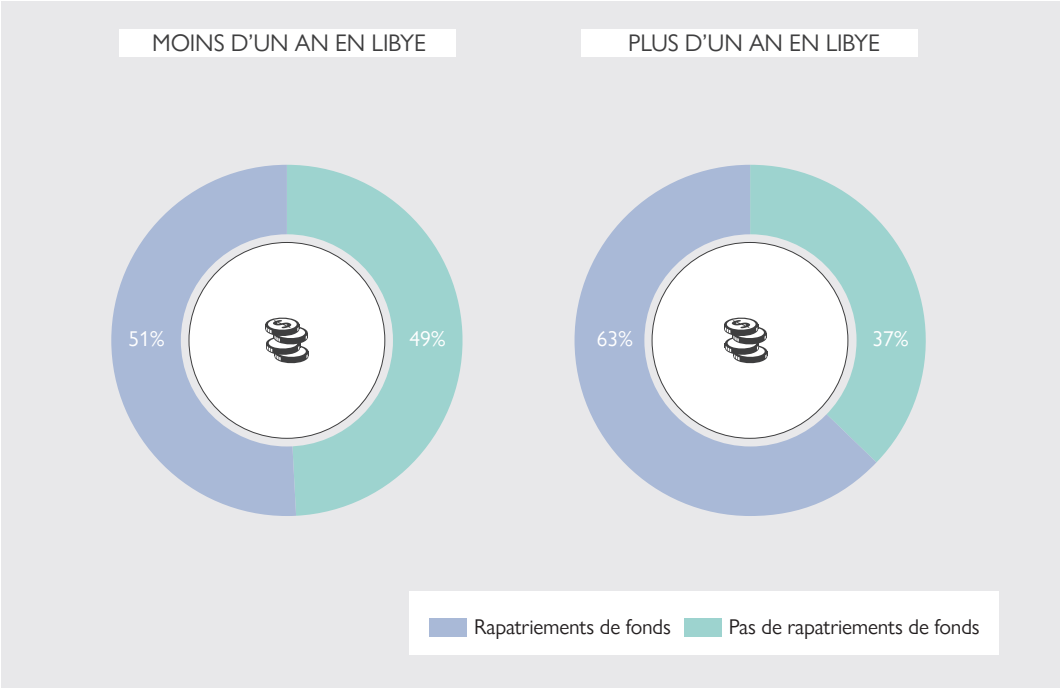
Figure 5.13. Moyens mis en œuvre pour trouver un travail (n = 448)



5.6. Rapatriements de fonds

La majorité des 13 000 migrants interrogés dans le cadre de l'enquête de surveillance des flux de la MSD ont indiqué avoir rapatrié des fonds dans leur pays depuis leur arrivée en Libye. De la même manière que les taux d'emploi sont plus élevés chez les migrants présents en Libye depuis au moins un an, les transferts de fonds sont plus courants dans ce groupe (63 %) que parmi les migrants récemment arrivés (51 %).

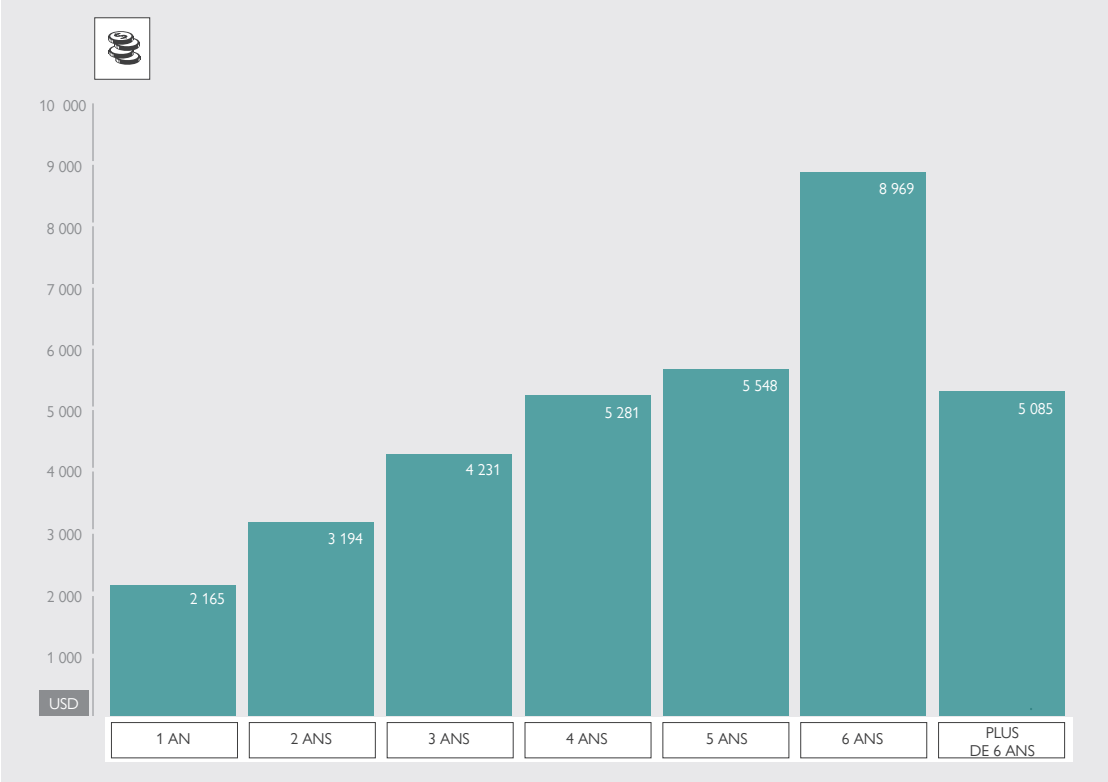
Figure 5.14. Transferts ou rapatriements de fonds par durée de séjour



En outre, plus le séjour en Libye dure, plus les montants rapatriés sont élevés. Cette tendance est apparue très nettement chez les migrants présents en Libye depuis un à six ans.

Elle était moins évidente chez ceux qui vivaient en Libye depuis plus de six ans à la date de l'entretien. Pour ce groupe, les données qualitatives suggèrent la présence possible de proches et de liens familiaux plus nombreux en Libye.

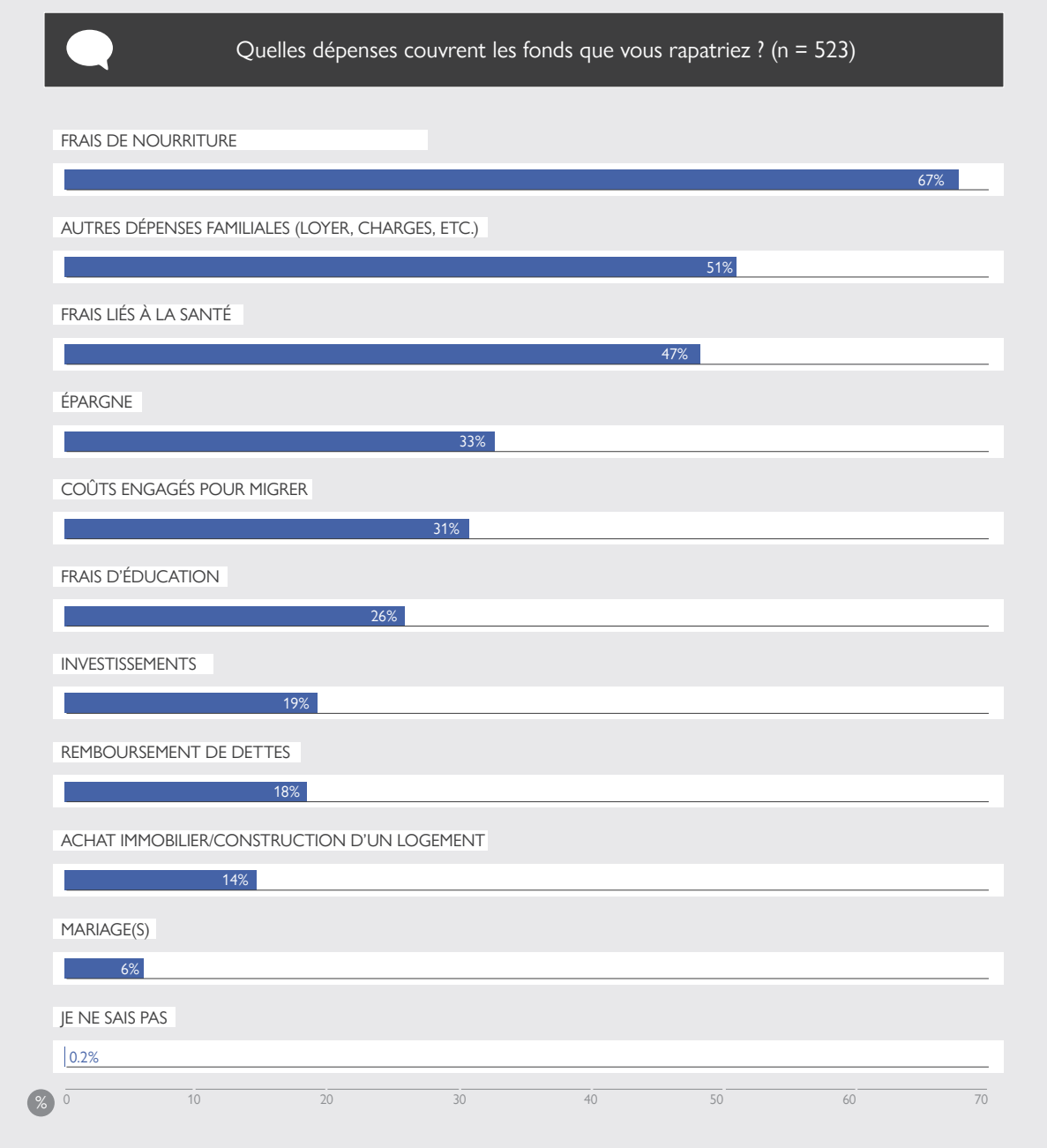
Figure 5.15. Fonds moyens rapatriés par durée de séjour en Libye



D'après l'étude menée par l'OIM et l'Université de Columbia, la famille a été mentionnée comme le principal bénéficiaire, y compris les (futurs) conjoints, les parents, les enfants et les frères et sœurs. En outre, 5 % des migrants ayant procédé à des rapatriements de fonds ont indiqué en verser une part à des créanciers. Plus de la moitié des migrants qui rapatrient des fonds ont indiqué constituer la première source de revenus du ménage bénéficiaire de ces transferts. Il est intéressant de noter que la part des personnes interrogées ayant indiqué procéder à des rapatriements de fonds est similaire dans toutes les situations professionnelles.

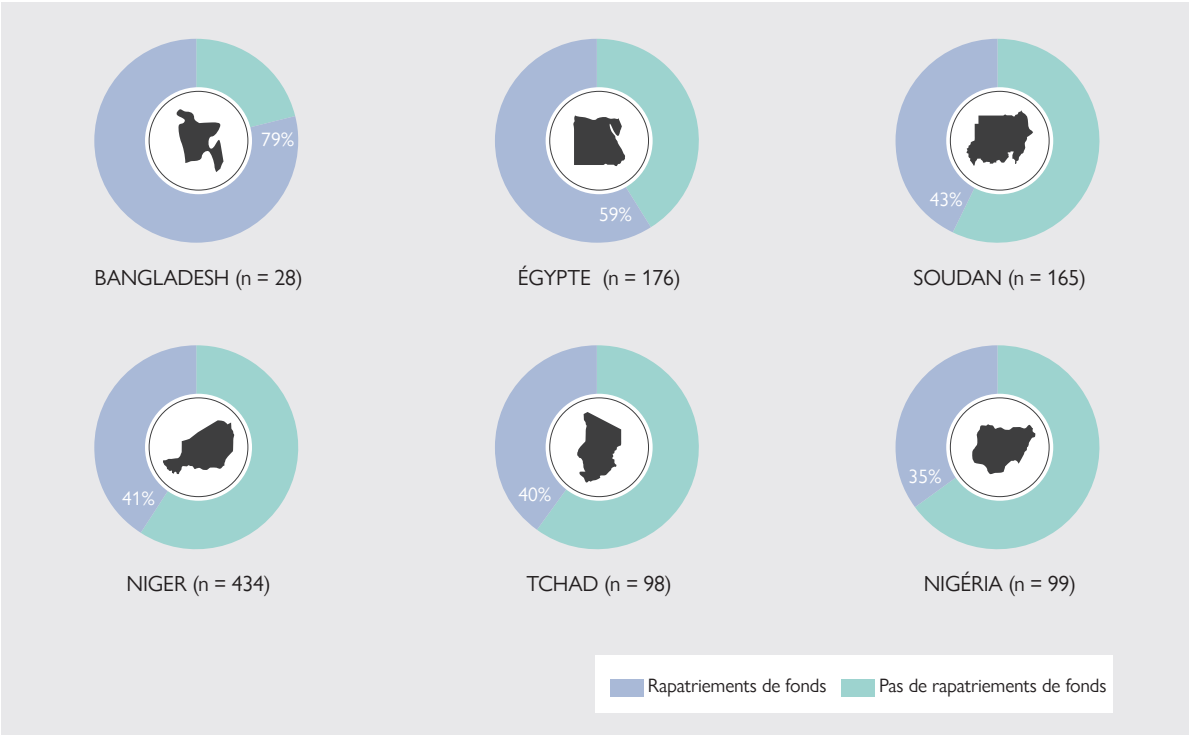
D'après les migrants, les fonds rapatriés sont majoritairement utilisés pour couvrir des besoins élémentaires : en premier lieu, la nourriture, les soins de santé et d'autres dépenses familiales telles que le loyer et les charges.

Figure 5.16. Dépenses couvertes par les rapatriements de fonds



Il est intéressant de noter que la proportion de migrants ayant indiqué rapatrier des fonds est plus élevée chez les Bangladais (79 %, soit 22 personnes sur 28) que dans toutes les autres nationalités, l'échantillon total de participants originaires du Bangladesh étant toutefois relativement réduit. Les nationalités affichant le plus haut pourcentage de personnes interrogées ayant indiqué procéder à des rapatriements de fonds apparaissent à la figure 5.17.

Figure 5.17. Pourcentage de ressortissants indiquant procéder à des rapatriements de fonds



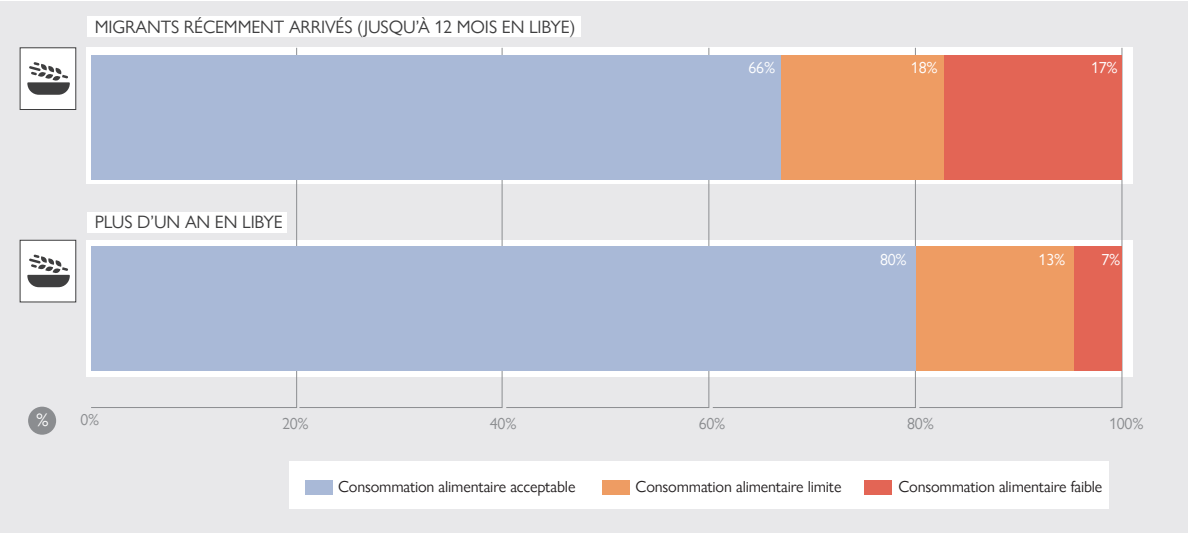
Note : Ces cartes ne sont fournies qu'à titre d'illustration. Le tracé des frontières et les noms indiqués sur ces cartes n'impliquent aucune approbation ou acceptation officielle de la part de l'OIM.

5.7. Sécurité alimentaire

Le score de consommation alimentaire est l'un des principaux indicateurs utilisés lors de l'évaluation menée dans le cadre de l'enquête de surveillance des flux pour déterminer le degré d'insécurité alimentaire au sein de la population de migrants étudiée. Mis au point et largement utilisé par le Programme alimentaire mondial (PAM), ce score composite est basé sur la diversité du régime alimentaire, la fréquence des repas et la valeur nutritionnelle relative des différents groupes d'aliments. Le score est déterminé à partir des habitudes de consommation indiquées par les personnes interrogées sur une période antérieure de sept jours. Les résultats sont ensuite classés dans trois catégories : consommation alimentaire « faible », « limite » et « acceptable ».

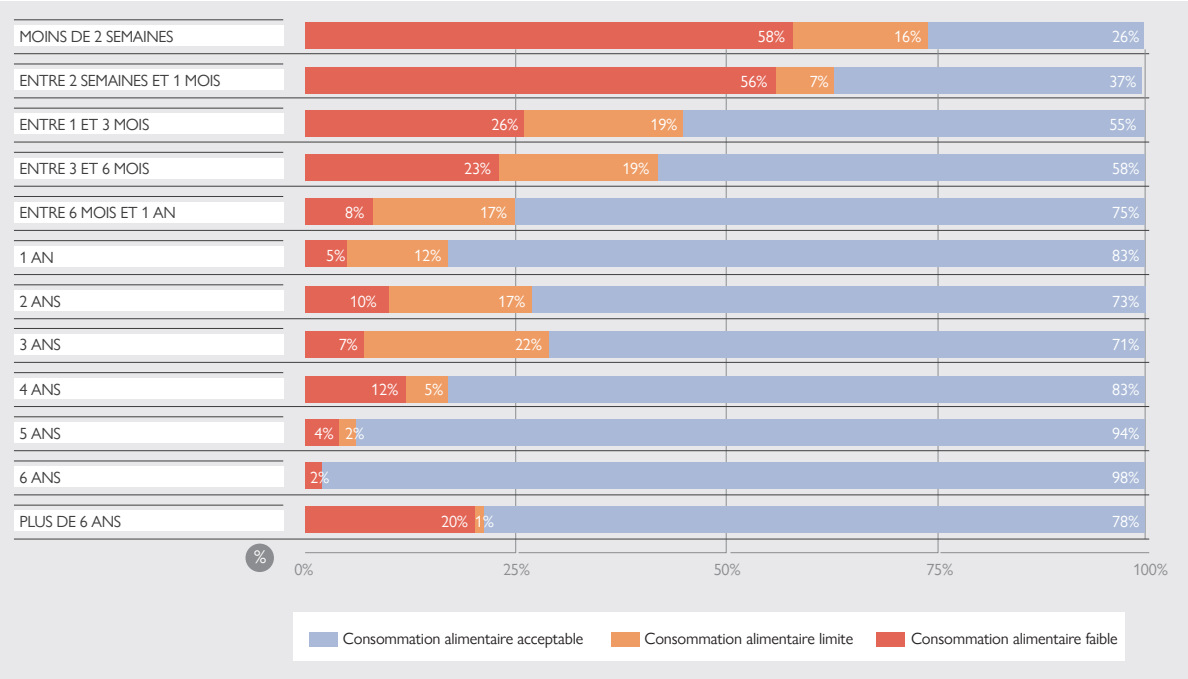
Si l'on considère les scores de consommation alimentaire de la population étudiée par durée de séjour en Libye, les migrants récemment arrivés dans le pays étaient nettement plus susceptibles d'obtenir des scores de consommation alimentaire faibles ou limites, signe d'une éventuelle insécurité alimentaire.

Figure 5.18. Score de consommation alimentaire par durée de séjour en Libye



Comme pour les taux d'emploi, cette tendance est particulièrement évidente si l'on procède à une ventilation supplémentaire des migrants présents en Libye depuis moins d'un an. Ceux qui se trouvaient en Libye depuis moins d'un mois, notamment, présentent une proportion alarmante de scores de consommation alimentaire faibles (plus de 56 % de l'échantillon total de ce groupe).

Figure 5.19. Durée du séjour – consommation alimentaire



Les migrants récemment arrivés non seulement auraient eu un régime alimentaire moins diversifié, mais une part importante des personnes interrogées (40 %) ont compromis leur consommation alimentaire au cours de la semaine précédant l'entretien.

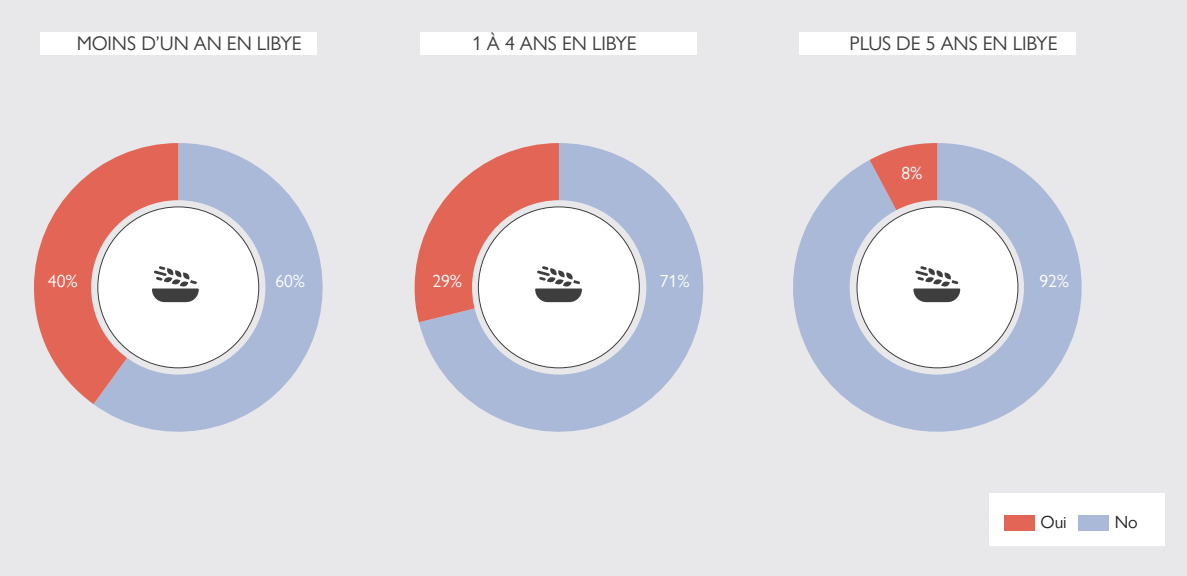
Chez les migrants présents depuis au moins un an en Libye, la proportion de personnes ayant compromis leur sécurité alimentaire était inférieure : cela concernait 29 % de ceux présents dans le pays depuis un à quatre ans, et seulement 8 % de ceux présents dans le pays depuis plus de cinq ans.

Surveillance des flux de la MSD Libye : plus que des chiffres

Aide alimentaire pour les migrants vulnérables en Libye

À la suite de l'ajout d'un module pilote relatif à la sécurité alimentaire dans l'enquête de surveillance des flux de la MSD Libye en collaboration avec le PAM, l'OIM et le PAM ont commencé à tester des rations prêtes à consommer, distribuées à 25 000 migrants vulnérables en Libye entre novembre 2019 et février 2020. Parmi les critères de vulnérabilité identifiés par l'enquête de surveillance des flux et l'initiative Migration Pulse du PAM[7], on peut citer les migrants récemment arrivés, les femmes migrantes et les migrants sans emploi, qui font partie des bénéficiaires visés. L'enquête de surveillance des flux permet également de repérer les migrants vulnérables en situation d'insécurité alimentaire à la faveur des entretiens de la MSD menés dans l'ensemble du pays.

Figure 5.20. Avez-vous, de quelque manière que ce soit, compromis votre consommation alimentaire au cours des sept derniers jours ?



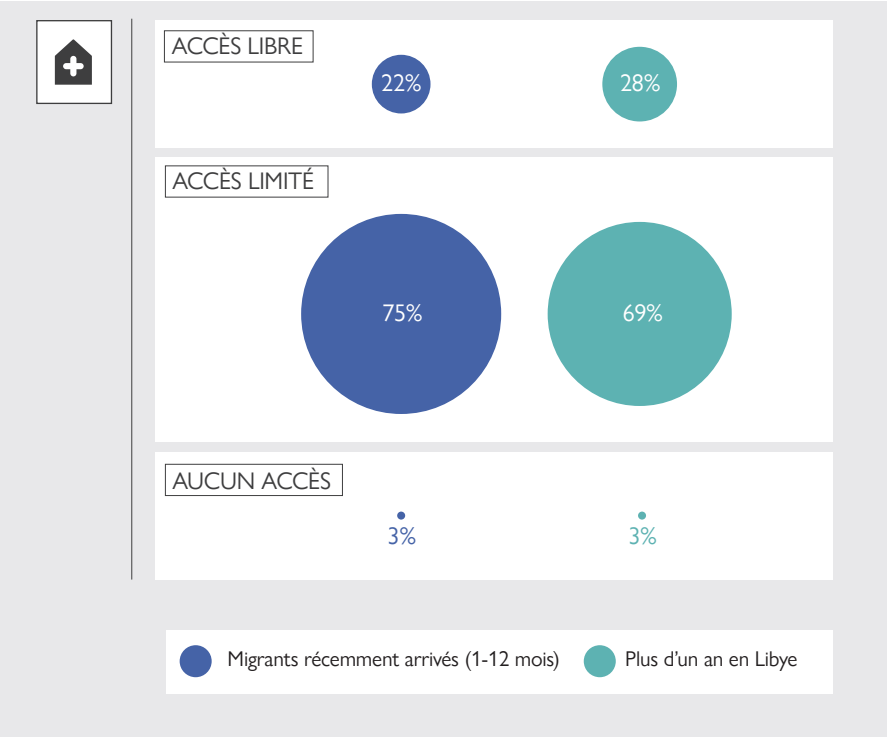
5.8. Santé des migrants

En ce qui concerna l'accès aux services de santé, la plupart des migrants, indépendamment de la durée de leur séjour, ont signalé rencontrer des obstacles de taille en Libye, seuls 26 % des personnes interrogées indiquant accéder pleinement aux services médicaux lorsqu'elles en ont besoin. Parmi les facteurs sous-jacents possibles, on peut citer l'absence de documents en cas de migration irrégulière, qui empêche souvent les migrants d'accéder aux services de santé publique. Si les difficultés d'accès aux services (lorsqu'ils existent) affectent particulièrement les migrants, il est important de souligner que la qualité et la disponibilité des soins de santé en Libye comptent parmi les principales lacunes en matière de fourniture de services publics et humanitaires qui pèsent lourdement sur tous les groupes de population, y compris les ressortissants libyens. Lors du dernier cycle d'évaluation multisectorielle des lieux de la MSD, seuls 55 % des hôpitaux publics et 52 % des cliniques et centres de santé publique du pays ont été jugés pleinement opérationnels. Un approvisionnement irrégulier en médicaments a été signalé dans la quasi-totalité des municipalités (98 %), en particulier pour les cas de maladie chronique (OIM, 2019b).

[7] Voir https://dtm.iom.int/reports/dtm-wfp-hunger-displacement-and-migration-libya.

L'accès aux services de santé observé varie néanmoins légèrement selon la durée du séjour, les migrants présents en Libye depuis au moins un an présentant un taux d'accès libre un peu plus élevé que les migrants récemment arrivés (28 % contre 22 %). En ce qui concerne l'accès à d'autres services publics, cette tendance a été corrélée à un plus haut degré d'intégration dans les communautés d'accueil, à une meilleure information des migrants sur les services et à une plus grande capacité de financement des soins de santé privés grâce à des taux d'emploi plus élevés.

Figure 5.21. Accès des migrants aux services de santé par durée de séjour en Libye



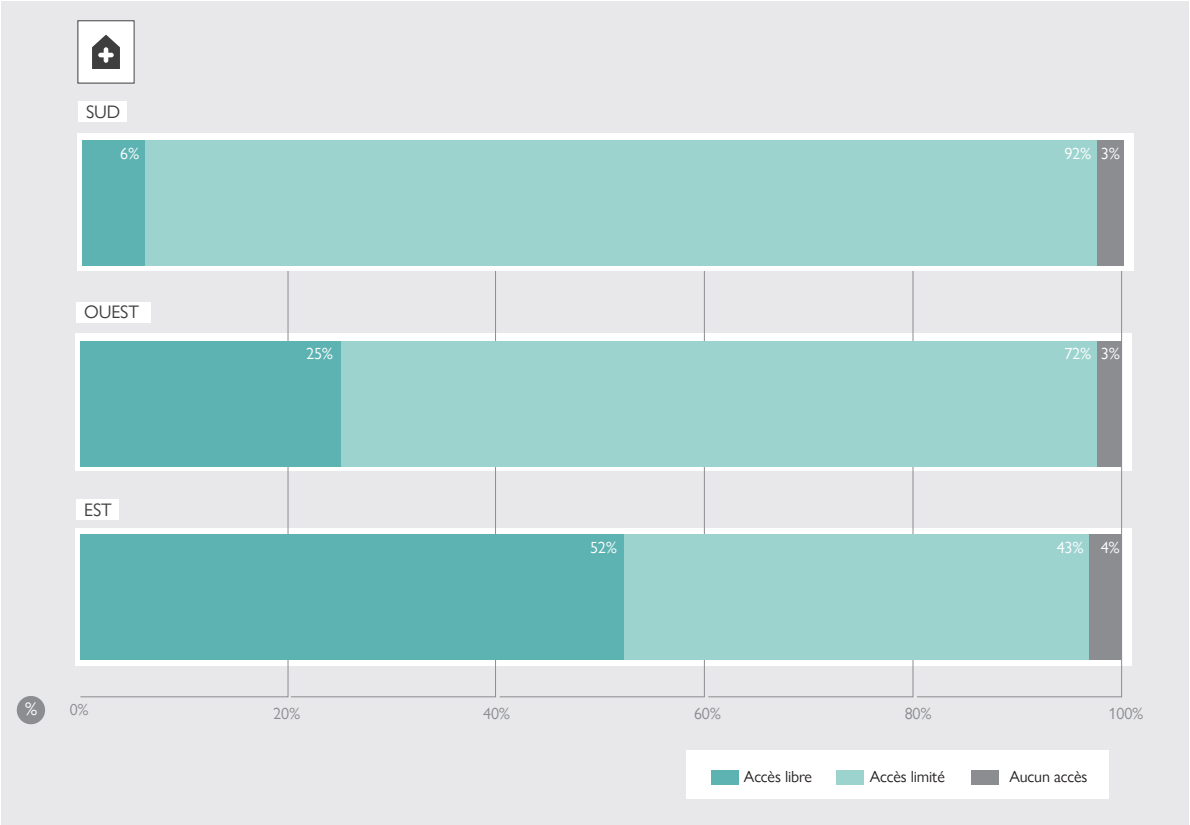
Une analyse plus poussée a fait apparaître d'importantes différences géographiques dans l'accès des migrants aux services de santé. L'est de la Libye est la région du pays qui a enregistré le meilleur accès aux structures de santé, une faible majorité (53 %) ayant indiqué accéder librement aux services de santé.

Surveillance des flux de la MSD Libye : plus que des chiffres

Campagnes de vaccination et surveillance sanitaire des migrants

Dans le cadre des activités de surveillance des flux de la MSD à des points de transit importants dans l'ensemble du pays, les enquêteurs assurent également une surveillance sanitaire syndromique des migrants en coordination avec l'Organisation mondiale de la Santé, le Centre national de lutte contre les maladies et le Ministère de la santé. Des rapports hebdomadaires et des alertes spécifiques fournissent aux partenaires de santé des informations actuelles sur les événements de santé publique inhabituels et sur les potentielles flambées de maladie. Par ailleurs, les enquêteurs renvoient les cas urgents vers des intervenants sanitaires à des fins de vérification, de diagnostic et d'aide. En 2018, les enquêteurs de la MSD Libye ont également mené des actions de sensibilisation à la campagne nationale de vaccination contre la rougeole, la rubéole et la poliomyélite dans l'ensemble du pays.

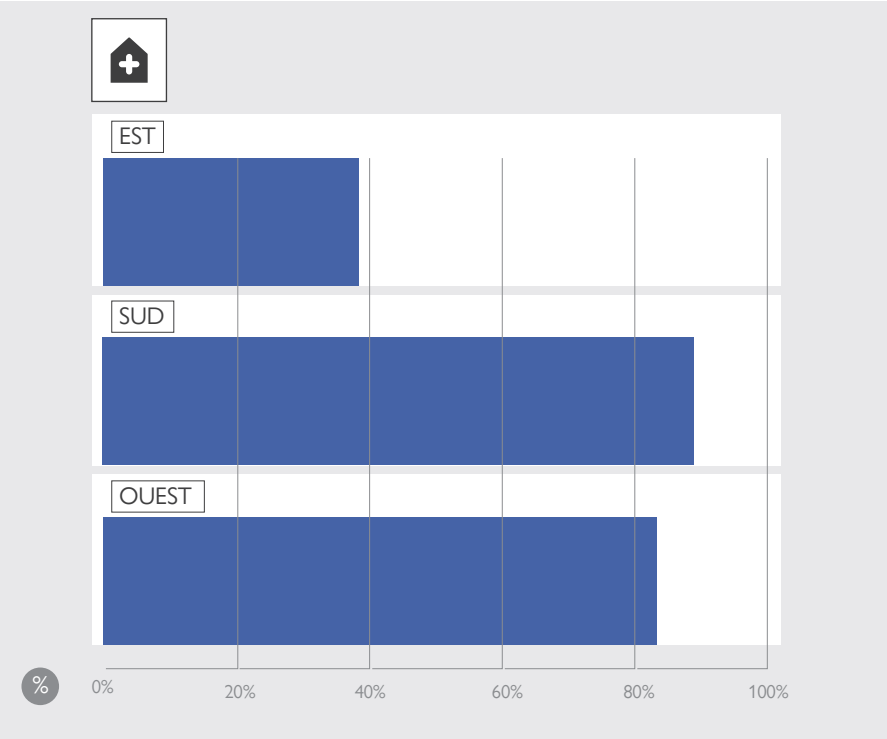
Figure 5.22. Accès des migrants aux services de santé par région en Libye



Dans le sud de la Libye, en revanche, la santé est apparue comme l'un des besoins humanitaires les plus urgents. Plus précisément, 92 % des migrants interrogés dans le sud ont indiqué avoir un accès limité aux services de santé, et seulement 6 % ont indiqué y accéder librement.

Cet accès inégal aux services de santé dans les différentes régions libyennes a également été attesté par les données de suivi de la mobilité de la MSD.

Figure 5.23. Proportion de communautés citant les services de santé parmi les trois principaux besoins des migrants



Dans 89 % des communautés étudiées dans le sud de la Libye, les informateurs clés ont classé les services de santé parmi les trois besoins prioritaires des migrants qui vivent dans le pays. Dans l'est de la Libye, cette proportion n'a pas dépassé 40 % des communautés étudiées.

5.9. Conclusion

La présente analyse montre que les migrants en Libye sont originaires de divers pays, bien que la majorité d'entre eux soient originaires de pays voisins. Le départ du pays d'origine et la migration en Libye sont motivés en premier lieu par des raisons économiques, qui résultent des facteurs sous-jacents affectant les migrants dans leur pays d'origine tels que des revenus insuffisants et l'absence de possibilités d'emploi.

Les données recueillies dans le cadre des modules thématiques sur les besoins humanitaires de l'enquête de surveillance des flux de la MSD Libye indiquent que les migrants récemment arrivés présentent des niveaux de vulnérabilité plus élevés au regard de plusieurs indicateurs. Les migrants récemment arrivés en Libye affichaient un besoin particulier d'aide humanitaire, par exemple alimentaire, ainsi que des taux d'emploi inférieurs à ceux qui se trouvaient en Libye depuis plus d'un an. Les migrants présents en Libye depuis au moins un an ont plus fréquemment indiqué rapatrier des fonds dans leur pays d'origine et, sur le plan démographique, comptaient une plus grande part de femmes et de personnes âgées de plus de 30 ans.

Dans le même temps, tous les migrants, indépendamment de la durée de leur séjour, pâtissent de problèmes structurels tels que le système de santé privé et public très limité en Libye, un accès restreint aux services publics et des risques de protection transversaux liés à la migration irrégulière et au conflit prolongé qui sévit dans le pays. La Libye est signataire de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, et les efforts déployés par le Gouvernement d'entente nationale et ses partenaires sont l'occasion d'assurer dûment la protection des droits des migrants. Dans ce contexte, des politiques et programmes relatifs à la migration de main-d'œuvre s'inscrivant dans le cadre d'une gestion globale des migrations restent indispensables.

RÉFÉRENCES

Fondation européenne pour la formation

2014 *Labour Market and Employment Policy in Libya*. Rédigé par Dia Sadek Abuhadra et Tawfik Taher Ajaali pour la Fondation européenne pour la formation. Disponible à l'adresse www.etf.europa.eu/sites/default/files/m/01BE9A2F283BC6B2C1257D1E0041161A_Employment%20policies_Libya.pdf.

Lifos Centre for Country of Origin Information and Analysis

2016 *Thematic Report: Palestinians and Syrians in Libya*. Disponible à l'adresse www.ecoi.net/en/file/local/1041798/1788_1461175197_lifos.pdf.

Organisation internationale pour les migrations (OIM)

2019a *Libya Migrant Vulnerabilities and Humanitarian Needs Assessment*. MSD Libye, 20 décembre. Disponible à l'adresse https://dtm.iom.int/reports/libya-migrant-vulnerability-and-humanitarian-needs-assessment (page consultée le 8 juillet 2020).

2019b *Libya – IDP & Returnee Report, Round 28 (November–December 2019) [Arabic]*. MSD Libye, p. 16. Disponible à l'adresse https://dtm.iom.int/reports/libya-%E2%80%94-idp-returnee-report-round-28-nov-dec-2019-arabic (page consultée le 8 juillet 2020).

Organisation internationale pour les migrations (OIM) et Université de Columbia

Living and working in the midst of conflict: The status of long-term migrants in Libya. Octobre 2019 (à paraître).